

**Convention collective locale**

**IDCC : 392. – INDUSTRIE TEXTILE DE ROUBAIX-TOURCOING**  
**(Vallée de la Lys)**  
**(20 octobre 1964)**

---

DÉNONCIATION PAR LETTRE DU 20 JANVIER 2016  
PAR L'UIT NORD DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1650207M

IDCC : 392

---

*UIT Nord*  
*40, rue Eugène-Jacquet*  
*SP n° 15*  
*59708 Marcq-en-Barœul Cedex*

Tourcoing, le 20 janvier 2016.

Mesdames, Messieurs,

La convention collective de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys dite « RTVL » stipule en son article 1<sup>er</sup> (G) des « dispositions générales et clauses ouvriers » :

- la présente convention « reprend les dispositions de la convention collective nationale du textile en date du 1<sup>er</sup> février 1951 » (IDCC 18 et brochure du *Journal officiel* 3106) « en les adaptant aux accords et usages locaux » ;
- que son champ d'application territoriale est limité aux communes suivantes : « Anstaing, Bondues, Bousbecque, Comines, Croix, Deulémont, Forest, Halluin, Hem, Lannoy, Leers, Linselles, Lys-lez-Lannoy, Mouvaux, Neuville-en-Ferrain, Roncq, Roubaix, Saily, Toufflers, Tourcoing, Villeneuve-d'Ascq, Warneton, Wasquehal, Wattrelos, Wervicq, Willems ».

Conformément aux dispositions des articles L. 2261-9 et L. 2261-10 du code du travail, nous vous informons par la présente que le syndicat patronal UIT Nord (union des industries textiles du Nord) a décidé de dénoncer ce jour :

- l'intégralité de la convention collective (IDCC 392) de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, vallée de la Lys dite « RTVL » et de ses accords, annexes, avenants et usages locaux concernant tant les ouvriers que les catégories « employés, techniciens, agents de maîtrise » (dits ETAM) et « ingénieurs et cadres ».

Conformément aux articles L. 2261-9 et L. 2261-10 du code du travail :

- nous avons notifié cette dénonciation aux organisations syndicales signataires de notre convention collective RTVL par courrier recommandé avec avis de réception (doublé d'un courrier électronique adressé le même jour) adressée le 20 janvier 2016 afin de faire courir les délais légaux de préavis et de négociation ;

- toute nouvelle négociation d'un accord de substitution « au niveau du champ d'application RTVL » (actuellement environ 40 entreprises « adhérentes » pour un effectif d'environ 1 000 salariés) s'engagera avec les organisations syndicales « dites représentatives » sur ce territoire ainsi défini sur la base d'un nouveau projet d'accord ci-joint rédigé sur la base des dispositions existantes et reprises de la convention collective nationale du textile en date du 1<sup>er</sup> février 1951 » (IDCC 18 et brochure du *Journal officiel* n° 3106).

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.